

# La déclaration du président

En Afrique, dans le domaine des transports et des communications et singulièrement dans celui des transports maritimes dont le développement accuse un retard préoccupant, aucun effort ne peut et ne doit apparaître excessif.

La commission économique des Nations-Unies pour l'Afrique qui a bien fait sienne cette vérité a organisé, à ce jour, quatre conférences de bailleurs de fonds dont celle d'Abidjan, véritable table-ronde qui offre aux participants des pays de la sous-région et aux organismes et pays donateurs potentiels une opportunité inestimable d'échanger des vues sur les possibilités réelles de financement des projets maritimes et portuaires.

Ces projets, retenus dans le cadre de la décennie des transports et des communications en Afrique, ont trait à l'ensemble des activités de transport maritime de l'Afrique de l'Ouest et du Centre.

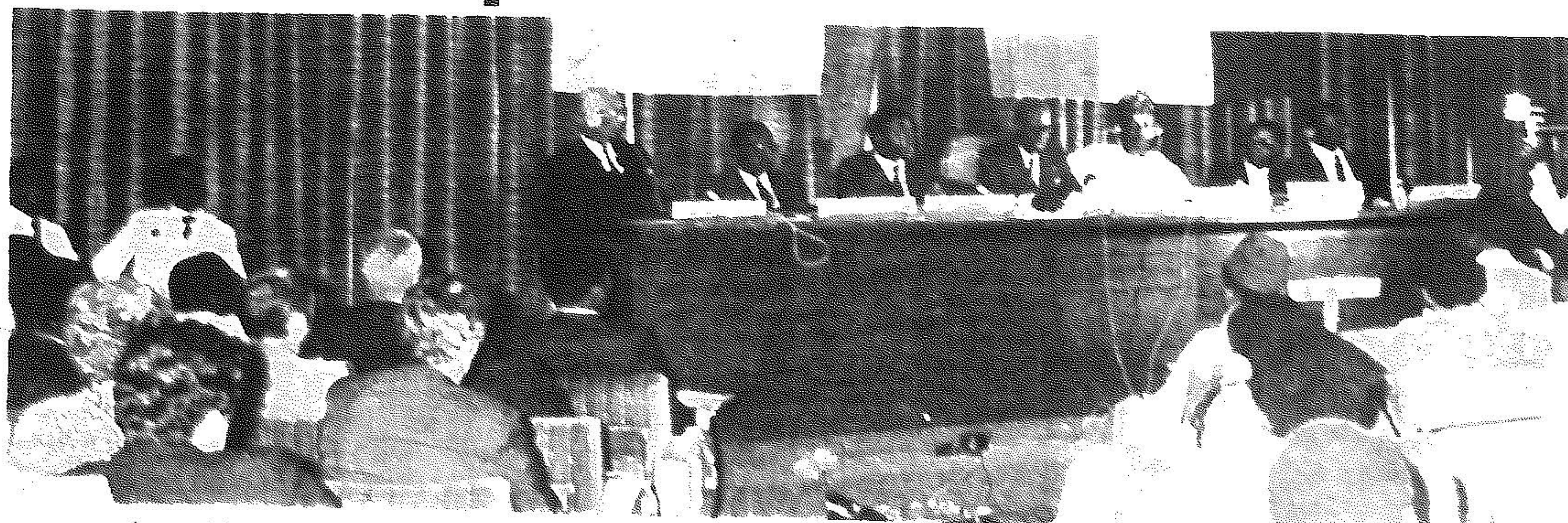
Ce faisant, la CEA met en exergue la nécessité, de plus en plus ressentie, de mobiliser toutes les ressources disponibles et d'en avoir un usage des plus judicieux dans toute recherche d'un développement harmonieux et conséquent des transports maritimes et de leurs activités connexes.

Par le choix d'Abidjan, siège de la conférence ministérielle des Etats de l'Afrique de l'Ouest et du Centre sur les transports maritimes et carrefour maritime dont la vocation régionale et internationale s'affirme chaque jour, elle prouve, si besoin est, que cet objectif ne peut être atteint que dans un cadre de coopération exemplaire et plus accrue des pays africains entre eux et avec les pays industrialisés.

Je voudrais saisir cette occasion pour féliciter chaleureusement et remercier la CEA et son secrétaire exécutif, M. Adedeji Adebayo, pour cette heureuse initiative.

Qu'il me soit aussi permis de saluer M. Julien Kamaya, Secrétaire d'Etat auprès du premier ministre chargé de la marine marchande du Gabon, président de la conférence ministérielle sur les transports maritimes.

Ayant eu le privilège de convoquer et d'accueillir à Abidjan, la première conférence ministérielle,



*La table d'honneur à l'ouverture solennelle de la réunion technique consultative. De l'extrême droite vers la gauche, MM. Paul Etiang (OUA), Julien Kamaya (président de la CMEAOC), Adedeji (CEA), le ministre d'Etat Alexis Thierry-Lebbé, M. Lamine Fadika (ministre de la Marine), le représentant du maire de la ville d'Abidjan et M. Srivastava (OMCI).*

je puis mesurer tout le chemin parcouru depuis 1975, année de naissance d'une politique maritime qui a doté notre sous-région de voies et moyens de se faire entendre du monde industrialisé et d'un instrument efficace de coopération régionale : la conférence ministérielle des Etats de l'Afrique de l'Ouest et du Centre sur les transports maritimes.

Cette institution est devenue, quelques années après sa création, une réalité tangible.

Il suffit, pour s'en convaincre, d'évoquer son rôle aux côtés de la CEA et de l'OMCI en qualité de co-organisateurs de la présente conférence des bailleurs de fonds.

La coopération maritime que la conférence ministérielle s'attache ainsi à édifier entre les Etats membres de la sous-région est par combien originale, rassurante et prometteuse.

Je tiens, également, à rendre hommage aux organisations internationales et au système des Nations-Unies avec une mention particulière à l'organisation maritime consultative intergouvernementale, agence spécialisée des Nations-Unies qui, grâce à la compétence et au dévouement de son secrétaire général, M. Srivastava, contribue généreusement à l'efficacité des transports maritimes et à la promotion, dans l'intérêt bien compris de la communauté internationale, de la sécurité de la navigation maritime internationale et de la lutte contre la pollution marine.

Je salue, avec plaisir, la présence à cette conférence du représentant de M. Edem Kodjo, Secrétaire général de l'Organisation de l'Unité Africaine, celle de M. Moussa N'Gom, Secrétaire général de la Communauté Economique de l'Afrique de l'Ouest et celle de M. Adama Diagne, Secrétaire général de l'Union Africaine des Chemins de Fer dont la participation personnelle rehausse l'éclat de votre assemblée.

Il me tient, également, à cœur de rendre l'hommage qu'ils méritent à tous ceux, autorités politiques des pays donateurs, experts financiers, fonctionnaires internationaux, techniciens et experts, qui ont consenti le déplacement d'Europe, d'Amérique et d'Asie pour rechercher avec nous les moyens d'une politique maritime qui, grâce à la conduite d'études conséquentes et à la mise en œuvre effective de projets jugés prioritaires à l'échelle nationale ou sous-régionale, devrait permettre, entre autres objectifs majeurs :

— l'examen des possibilités et de l'intérêt d'assurer des liaisons entre ports de la sous-région en vue de favoriser le développement du commerce intra-régional ;

— l'octroi de facilités de transit portuaire aux pays sans littoral et l'organisation d'arrangements en faveur des pays enclavés ;

— l'harmonisation des formalités administratives, législatives et douanières et l'application effective des conventions maritimes pertinentes ;

— la formation de préférence au sein d'établissements régionaux africains tels nos académies maritimes d'Accra et d'Abidjan, de personnels portuaires, navigants et sédentaires suivant les normes internationales les plus rigoureuses ;

— la modernisation de nos ports, l'accroissement de leur efficacité et de leur capacité de traitement et l'acquisition d'équipements modernes adaptés au transport multimodal et aux techniques de conteneurisation et d'unitarisation : palettes, charge unitaire, barges et remorques de transroutage.

Dans nos rapports avec nos partenaires des pays industrialisés, la réalisation effective de ces objectifs majeurs pourra concourir à la promotion, la consolidation et l'accroissement des échanges entre le Nord et le Sud, tant il est indéniable qu'il existe de profondes interdépendances entre structure et niveau des échanges commerciaux d'une part, niveau de développement des flottes marchandes d'autre part.

## UNE PROMESSE ET UN ENCOURAGEMENT

Or, de nouvelles tendances se font jour, dans l'organisation des transports maritimes, qui ont, pour effet, l'accentuation de la concentration horizontale au niveau des trafics spécialisés et l'affirmation de la tendance à une consolidation des liens entre les marchés financiers des pays industrialisés et l'activité de transport maritime.

Dans cette perspective, seule une coopération internationale fondée sur la pleine conscience de l'interdépendance des économies mondiales, de l'importance de l'effort financier à consentir et de l'investissement humain à mettre en œuvre peut accélérer dans notre sous-région un développement endogène de la technologie maritime et une organisation rationnelle et performante des transports maritimes.

C'est la raison pour laquelle, pour nous pays africains qui œuvrons avec patience et volonté pour une prise de conscience du caractère inéluctablement solidaire de la défense de nos intérêts nationaux et pour la promotion d'entités économiques régionales viables, la présence en nombre à cette table-ronde d'Abidjan de participants de nombreux pays développés est rassurante.

Nous ressentons, en effet, cette manifestation comme une promesse et un encouragement à persévérer dans la recherche obstinée de la concertation et du dialogue comme moyens privilégiés d'instauration d'un nouvel ordre maritime international fondé sur la justice, l'équité, le pragmatisme et la nécessaire interdépendance des hommes du Nord et du Sud.

Car, vous l'avez bien compris, honorables délégués, l'enjeu de demain consiste à se demander si plusieurs groupes de nations peuvent avoir de leur devenir, une vision suffisamment solidaire pour bâtir ensemble un monde plus juste et plus humain.

Je formule le vœu que les résultats de vos travaux contribuent à réinventer notre avenir commun et à faire nôtre ce proverbe brésilien : « Lorsque l'on rêve seul, ce n'est qu'un rêve - lorsque nous rêvons ensemble, c'est le commencement de la réalité ».

Je fonde l'espoir que le sérieux et le réalisme dont seront empreints ces travaux soient un gage certain de leur plein succès et, pour toutes ces raisons, c'est avec une foi renouvelée dans le devenir solidaire de tous les pays et de tous les hommes dans l'amitié, la paix et le labeur fécond et la fraternité que je déclare ouverte la réunion technique consultative d'Abidjan avec les bailleurs de fonds des projets maritimes et portuaires.

Félix Houphouët-Boigny